



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Centre Spécialités Pharmaceutiques

76 avenue du Midi
CS 30077
63800 Cournon-d'Auvergne

Références : 20240515-RAP-63-0498-CSP Av du midi-suite APMD-Cournon

Code AIOT : 0016300003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement Centre Spécialités Pharmaceutiques implanté 76 avenue du Midi CS 30077 63800 Cournon-d'Auvergne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centre Spécialités Pharmaceutiques
- 76 avenue du Midi CS 30077 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0016300003
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CSP Movianto a pour activité le stockage de produits pharmaceutiques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique hors points de contrôle

Il est rappelé à l'exploitant que les batteries lithium ne sont pas autorisées sur son site sans porté à connaissance et sans mesures de sécurité particulières.

De plus, l'exploitant doit veiller à ce que les emplacements réservés aux services de secours soient libres sans véhicule , ni remorque garés devant. Le jour de l'inspection, l'inspectrice a fait déplacer 2 véhicules.

L'exploitant est en charge de la sécurité sur son site et cela relève de sa responsabilité. Le stationnement des remorques à quai peut représenter une source de risques pour l'entrepôt.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I. et arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2023, article 1	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.7.1.	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	Sans objet
5	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 2.1.3 et arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait des progrès quant au suivi des actions correctives suite aux non-conformités

relevées par les organismes de contrôle. Il a également pris la mesure de la prévention du risque incendie sur son site et s'est doté de moyens supplémentaires pour limiter les risques.
 Le suivi des déchets est assuré de manière satisfaisante.
 Il serait pertinent que le système SSI soit changé avec l'installation d'un hyperviseur relié au poste de garde pour une meilleure intervention avec une plus grande rapidité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I. et arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats :

<p>L'exploitant dispose d'un état des stocks qui a pu être consulté le jour de l'inspection. Toutefois, la version présentée comporte beaucoup de données ce qui rend sa lecture difficile, notamment en cas d'incident où les personnels d'intervention doivent pouvoir comprendre rapidement la nature et les risques associés des produits présents sur le site.</p> <p>De plus, l'inspection a pu constater que l'exploitant respecte les quantités maximales autorisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit simplifier son tableau d'état des stocks à destination des équipes d'intervention en cas d'incident sur le site en indiquant les grandes familles de produits et les quantités présentes par bâtiment et cellule.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite, Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Généralités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.71.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, respect du PAC 2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets dangereux sont pris en charge sur place et sont enregistrés via l'application Trackdechets.</p> <p>Le jour de l'inspection, les bordereaux de suivi de déchets dangereux relatifs à l'année 2023 ont pu être consultés.</p> <p>L'installation d'un nouveau compacteur n'est pas totalement finalisée. La détection incendie n'est pas encore installée. Les autres points du porter à connaissance de 2023 relatifs à ce sujet sont respectés.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que le nouveau compacteur ne pourra être utilisé qu'une fois la détection incendie mise en place et opérationnelle conformément aux prescriptions du porter à connaissance précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, organisation stockage</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage sont respectées à l'intérieur de l'entrepôt et conformes aux prescriptions réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, organisation secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de</p>

secours.En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Constats : L'exploitant réalise les contrôles réglementaires concernant les moyens de lutte contre l'incendie et les non-conformités constatées font l'objet d'actions correctives et d'une traçabilité via le registre informatique mis en place par le service maintenance. Néanmoins, lors de la précédente inspection (2023), l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser 2 fois par an un contrôle en débit simultané des poteaux incendie et cela n'a pas été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le rapport de contrôle des poteaux incendie lors des essais en débit simultané. Il respectera également cette obligation pendant un minimum de 2 ans et adressera à chaque fois son rapport à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.
Constats : Le s installations électriques ainsi que les moyens de protection contre la foudre sont contrôlés régulièrement par un organisme habilité. Les non-conformités relevées sont traitées efficacement

<p>et les actions correctives sont tracées dans un registre informatique qui a été mis en place par l'exploitant.</p> <p>L'inspection tient à souligner le travail important et efficace du service de maintenance concernant la réalisation de ce registre de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie a été intégré au POI et a pu être consulté le jour de l'inspection. Une mallette POI a été déposée ainsi qu'une palette regroupant les classeurs inhérents à chaque membre de la cellule ont été déposées au poste de garde afin de garantir une intervention plus rapide. Des outils nécessaires sont également à disposition des services de secours. Néanmoins, il manque certains éléments notamment le plan des réseaux d'eaux du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sous un délai d'un mois les modifications évoquées lors de l'inspection afin de parfaire les moyens d'intervention (plan des réseaux d'eaux, meilleure lisibilité du plan RIA).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 2.1.3 et arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des activités dans l'établissement</p>
Constats :

<p>Les personnels du site sont formés et ont des recyclages réguliers.</p> <p>A noter que l'exploitant a recruté des agents SIAPP2 (avec équipement feu et ARI) afin de faciliter la rapidité et l'efficacité en cas de sinistre. Ce recrutement constitue une réponse favorable à la non-conformité ayant donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 24/10/23 suite à l'inspection du 31 août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, documents pour les secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des plans n'est pas présent sur le site et notamment le plan des réseaux d'eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à ce que l'ensemble de ces plans soit disponible. Il veillera également à ce que le plan des réseaux (plastifié) soit mis à disposition des secours au poste de garde.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois